

LIENS ORGANIQUES ENTRE UNE VILLE ET SON OASIS :
LE RAVITAILLEMENT TRADITIONNEL DE DAMAS EN FRUITS ET
LEGUMES
PAR A.M. BIANQUIS

Damas est une ville ancienne qui occupe une place à part dans le Proche-Orient. En effet, elle joua presque tout au long de son histoire un rôle de capitale alors qu'elle n'était située ni sur un littoral, ni sur le bord d'un grand fleuve et cela contrairement aux très grandes métropoles arabes, Le Caire, Alexandrie, Bagdad ou Beyrouth. Longtemps, elle ne fut qu'une ville moyenne par sa population et un équilibre semblait s'être établi entre ses fonctions locales, chef-lieu d'une oasis fertile, et ses fonctions régionales, carrefour entre les vallées de l'Antiliban conduisant vers la Békaa et le littoral méditerranéen et la steppe que parcouraient les caravanes venues d'Arabie, d'Iraq ou de Syrie du nord. La ville et son oasis se partageaient des ressources en eau réduites provenant du Barada, un modeste cours d'eau de montagne. Une relation organique entre la cité et sa campagne existait de longue date, relayée par les nombreuses agglomérations installées dans le centre fertile de l'oasis, la Ghouta, ou dans sa couronne, privée d'arbres, le Marj. En effet, l'oasis nourrissait la ville et lui fournissait en outre des produits à transformer ou à exporter, fruits secs, chanvre, laine, bois. En contrepartie, la ville offrait sa capacité de fabriquer l'outillage agricole élémentaire et un grand nombre de services.

Dès le milieu du XIXe siècle, la population de la ville s'accrut, notamment du fait de l'arrivée de paysans sans terre des environs et de réfugiés venant du Caucase. L'accroissement de la pression démographique, dû à la fin des grandes épidémies qui régulaient depuis le Moyen Age le nombre des habitants, modifia le genre de vie urbain. D'autre part, les réformes fiscales ottomanes qui se voulaient libératrices accrurent en fait l'emprise des élites administratives et religieuses sur la production rurale. La nécessité de payer une partie des impôts en blé maintint en place la culture de céréales qui n'étaient plus rentables face aux importations de blé russe. On assista alors à un phénomène d'appauvrissement des paysans et de dépendance accrue à l'égard des élites urbaines. Ce clientélisme, fit perdre aux petits et aux moyens exploitants leur autonomie et une certaine concentration de la propriété rurale peut être décelée à la fin du XIXe siècle. Quelques familles sunnites de Damas mirent alors la main sur le terroir de plusieurs villages, ce qui leur permit tout à la fois de disposer de revenus financiers élevés et d'assurer à bon compte aux nombreuses personnes, parentèle, domesticité, clients, installées dans la grande maison du centre ville un ravitaillement abondant. Ces familles purent résister plus aisément que d'autres aux famines que connut la région de 1914 à 1918.

Le développement d'une agriculture de marché après 1920.

La période du Mandat, malgré l'épisode malheureux de 1926, fut bénéfique pour Damas qui s'étendit largement hors de ses murs et des faubourgs anciens du Midan et de Salihiyya. De nombreux jardins péri-urbains disparurent pour céder la place à des lotissements. La fin des impositions en nature, le faible prix du blé alors qu'une consommation urbaine solvable se développait, offrirent aux agriculteurs comme aux commerçants de nouvelles perspectives. L'oasis qui jusqu'en 1914 comprenait à proximité de la ville de vastes espaces découverts consacrés à la culture des céréales se couvrit d'arbres fruitiers, complantés de champs de légumes et de vigne. Des capitaux urbains financèrent l'irrigation et les plantations toujours coûteuses et dont la rentabilité était longue à atteindre.

En effet, le statut des producteurs, travaillant dans l'oasis n'était pas homogène. Il existait de très grandes propriétés latifundiaires, exploitées grâce à des salariés agricoles misérables, des moyennes propriétés appartenant à des familles urbaines qui les donnaient en métayage à des agriculteurs des villages et des petites et moyennes exploitations, propriétés des paysans qui les travaillaient. Dans les villages les plus proches de Damas, où la petite et la moyenne propriété étaient importantes, les cultures de légumes dominaient sauf dans la Ghouta orientale, mieux irriguée, où des vergers furent alors plantés. Dans le Marj, plus loin de la ville, la grande propriété occupait une part prépondérante du terroir et les cultures principales demeuraient les céréales et le coton. Les paysans propriétaires du Marj ne pouvaient subsister une année entière et faire face aux frais de culture sans appel à des prêts venant des familles riches. A l'inverse, les liquidités amassées grâce aux ventes en ville permirent aux exploitants des villages de la première couronne de racheter des terres.

La zone cultivée put s'étendre au détriment de la steppe grâce à l'installation de moto-pompes puisant dans la nappe souterraine ; cet apport d'eau qui complétait l'irrigation de surface permit également de multiplier le nombre de cultures annuelles dans la région centrale de l'oasis.

La demande urbaine augmentait, les moyens de transport mécanisés réclamaient un espace de manœuvre plus vaste. Le souq aux légumes et aux fruits qui existait depuis le Moyen Age devait être modernisé. On construisit au nord de la vieille ville et à l'extérieur de celle-ci, un carreau moderne, le Souq al-Hall, qui reçut le commerce de gros et de demi-gros. Ainsi se marquait dans le paysage urbain, la prépondérance des marchands face aux grands propriétaires comme face aux paysans. En l'absence d'un réseau bancaire organisé, c'étaient en effet ces marchands qui avançaient aux exploitants les fonds nécessaires.

Modes de financement urbains de l'activité agricole.

La consommation urbaine augmentant régulièrement, le commerçant devait s'attacher des producteurs afin de ne pas être démuné quand de bonnes occasions de vente se présenteraient à lui. En contrepartie, il offrait aux paysans des facilités de crédit, étalant les rentrées financières sur toute l'année. Il assurait également à celui-ci un meilleur accès au marché urbain difficile à aborder pour un paysan souvent illettré. Selon qu'il s'agissait des fruits ou des légumes,

deux systèmes différents de préfinancement des récoltes coexistaient.

Les légumes, courgettes, tomates, concombres, plantés au printemps et récoltés en été, réclament beaucoup de travail et beaucoup d'eau. Ils sont récoltés au jour le jour et apportés au souq par le paysan qui en confie la vente à un courtier qui se paye par une commission. Un contrat oral est conclu à compter du mois d'avril avec le paysan qui s'engage à livrer toute sa récolte à l'intermédiaire qui lui consent en contrepartie une avance.

Un paysan qui ne tiendrait pas ses engagements de livraison trouverait difficilement à emprunter l'année suivante ; or, ces avances sur récoltes lui permettent non seulement de couvrir les frais de culture mais aussi de faire face à des dépenses exceptionnelles, mariage, maladie, et d'assurer simplement la survie de sa famille pendant la difficile période précédant les récoltes. C'est tout naturellement à ce commerçant courtier que le paysan s'adressera en cas de problème important à régler en ville.

Pour les fruits, le système comporte aussi une avance sur récolte contre engagement de livraison de celle-ci, mais le contrat est conclu avec un entrepreneur de récolte appelé *damman* qui achète la récolte sur pied, au moment où les fruits apparaissent vers la fin avril. Traditionnellement l'adjudication se fait après enchères dans le verger même. Le paysan est bien souvent floué, mais, délivré du souci de son verger et de la récolte qui exige compétence, matériel, et main d'oeuvre, il se trouve disponible pour se consacrer aux rémunératrices cultures de légumes. Le *damman* doit payer la somme convenue en trois versements jusqu'à la fin de la récolte; cette somme est souvent importante et c'est encore le commerçant du marché en gros de Damas qui en fera l'avance, garantissant ainsi le *damman* auprès du propriétaire du verger. Un type particulier de *damman* est celui qui se charge des vergers d'abricots dont la récolte est destinée à la fabrication de la pâte d'abricot : celle-ci s'effectue sur place et requiert un matériel spécial et une main d'oeuvre compétente. La spéculation est ici plus importante car la vente de la pâte ne pourra se faire qu'au cours de l'hiver suivant.

L'impact de la Réforme Agraire sur les rapports entre paysans et commerçants

Le système traditionnel permettait à chacune des parties de trouver son compte et convenait à une société où dominaient encore le clientélisme et le lien personnel, mais où les nécessités du marché exigeaient des disponibilités financières plus abondantes.

La Réforme Agraire commencée en Syrie lors de l'Union avec l'Egypte en 1958, et poursuivie puis accentuée par le parti Baath à partir de 1963, avait pour but de multiplier les petits propriétaires et d'enlever à la classe urbaine dominante les bases économiques de son pouvoir politique. L'étude de la réalisation de cette réforme dans l'oasis de Damas montre à l'évidence cette volonté des autorités baathistes de dénouer les liens anciens entre la terre et la bourgeoisie urbaine.

La loi de Réforme de 1963 qui classa les terres agricoles de Syrie selon la pluviosité et le type d'irrigation, fixa la superficie maxima des propriétés dans la Ghouta à 15 hectares, et dans le Marj où l'irrigation se faisait surtout par pompage à 45 hectares. Les domaines expropriés furent distribués soit aux paysans sans terres, anciens ouvriers agricoles, logés pour le temps de leur contrat dans la ferme du propriétaire, soit aux anciens métayers ou locataires de

celui-ci. La superficie des lots distribués varia, selon la qualité des terres et le nombre des demandes à satisfaire, de moins de un hectare à 2,5 hectares pour la Ghouta, un peu plus pour le Marj où une partie des terres n'était pas irriguée.

Toutes ces distributions de terres s'accompagnèrent de créations de coopératives où étaient tenus d'entrer tous les paysans bénéficiaires de la Réforme. Parallèlement se développa un mouvement de création de coopératives dites "privées" qui avaient pour but de faciliter l'accès du paysan au crédit bancaire. Mais l'inexpérience des paysans, et la lourdeur du système qui ne prévoyait que des aides en nature ou des crédits affectés au développement de la production, achat d'engrais, de semences ou de machines agricoles, entraînèrent très rapidement un endettement des coopératives et le souci chez les paysans de trouver des sources de financement plus souples, notamment pour accéder à des crédits à la consommation. C'est pourquoi, ils demeurèrent fidèles à leurs habitudes anciennes d'emprunter du numéraire auprès des marchands de Damas.

En effet, aucun projet de commercialisation des récoltes ne fut monté par les coopératives, quel que soit leur statut. De ce fait, le paysan continuait à dépendre du commerçant urbain pour l'écoulement de sa production.

"L'ouverture" après 1970 : urbanisation de la campagne et développement des importations.

La prise du pouvoir du Baath modéré avec Hafiz al-Asad à l'automne 1970, la guerre de 1973 et l'afflux des pétro-dollars qui en résulta, la guerre du Liban à partir de 1975 et l'arrivée de réfugiés et de capitaux fuyant Beyrouth, l'accroissement du rôle politique de Damas, devenue capitale régionale, l'installation dans cette ville d'un grand nombre de civils et de miliciens alaouites soutiens du régime, tout contribua à une expansion très rapide de la ville entre 1970 et 1980. La population augmenta et la surface bâtie s'étendit car des camps de réfugiés du Golan ou de Palestine se transformèrent en villes nouvelles. Grâce à l'aide des pays du Golfe, le régime se lança dans d'ambitieux projets d'industrialisation, l'agriculture n'étant plus qu'au second plan de ses préoccupations. Or, un grand nombre d'usines furent installées à proximité immédiate de Damas. Cette expansion se fit aux dépens non seulement des terres fertiles de l'oasis mais encore des ressources en eau de celle-ci. La pollution rendit difficilement utilisable le réseau traditionnel d'irrigation en aval de la ville et les niveaux supérieurs de la nappe phréatique en furent affectés d'autant plus que le pompage se développait pendant les années de sécheresse. On assista alors à des tentatives de mise en culture de terres situées aux confins du Marj et jusque là inexploitées.

La population de Damas qui comptait 170 000 habitants en 1920 avait doublé en 1950 avec 350 000 habitants, elle doubla de nouveau pour atteindre plus de 830 000 habitants en 1970. En 1981, elle avait encore une fois doublé avec 1 500 000 habitants ; l'oasis en comptait en tout 2 500 000. Dans ces conditions, les fruits et les légumes fournis par l'oasis ne couvrent qu'une part infime de la consommation. Depuis longtemps, des importations en provenance d'autres régions de Syrie, notamment du littoral et surtout de la Jordanie et du Liban complétaient la production locale. En 1973, une commission avait été

créée dans le souq al-Hall pour fixer les prix de gros. Des contrôleurs gouvernementaux, des marchands responsables du souq nommés par le gouvernement et des représentants des importateurs de Jordanie et du Liban la composaient. Elle ne s'intéressait qu'aux denrées importées et lorsqu'elle fixait des tarifs à la baisse, elle n'était généralement pas suivie par les détaillants. En prenant comme base 100 pour l'année 1970, le prix des fruits atteignait 260 en 1977 et celui des légumes 400. Le mécontentement de la population fut répercuté par la presse, totalement contrôlée par le pouvoir. Cette année-là, une nationalisation du secteur des fruits et légumes fut réclamée.

La circulation automobile avait pendant la même période changé de nature à Damas. Le centre ville était en état de congestion permanente. Or, le souq al-Hall, construit sous le Mandat, se trouvait désormais situé en plein coeur de l'activité urbaine. L'accès pour les gros camions, chargés de fruits ou de légumes importés, devenait de plus en plus malaisé. Un nouveau souq al-Hall fut construit à l'est de la ville ; conçu dès l'origine d'une taille trop petite par rapport aux besoins de l'agglomération, il fut rapidement englobé dans une zone urbanisée à forte circulation. De ce fait, le transfert programmé de l'ancien souq ne se fit pas. Les commerçants y étaient opposés, pensant que les nouveaux locaux se prêtaient davantage à une main-mise de l'Etat sur leurs activités. Seule, la Compagnie Générale des Fruits et Légumes, fondée en 1977 et qui avait établi des points de vente en ville pour concurrencer le commerce traditionnel, s'y installa en 1977.

En 1983, les importations de fruits et légumes furent nationalisées. Il semble que depuis lors une situation de pénurie soit apparue. Par ailleurs, les activités agricoles n'ont plus qu'une importance marginale dans l'économie de la Ghouta. Il est bien plus facile de s'enrichir en spéculant sur les terrains ou en créant des commerces de type urbain dans les anciens villages, devenues villes-dortoirs ou en se lançant dans des fabrications artisanales que de gagner sa vie avec l'agriculture. Les salaires ont augmenté et les enfants, autrefois main-d'oeuvre nombreuse et quasi gratuite, refusent aujourd'hui de travailler la terre. On trouve aisément des financements ailleurs que dans le Souq al-hall. Les liens tissés par l'histoire entre l'agriculture de l'oasis et certaines familles urbaines de négociants sont-ils définitivement condamnés ?